


505 (11-193/18

509

(1945)

  
Reprise du trafic marchandises avec l'Allemagne  
après les hostilités - Remise en  
vigueur du régime C.I.M.

Lettre S.N.C.F. au M.T.P. 6. 9.45

Reprise du trafic avec l'Allemagne après les hostilités - Remise en vigueur du régime C.I.M.



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
-----

Le Président  
du Conseil d'Administration  
-----

Paris, le 6 septembre 1945

534.940  
45.3187

C O P I E

D 92.431/6

Monsieur le Ministre,

La situation juridique des échanges par chemin de fer avec les territoires occupés de l'Allemagne et ses au delà n'est plus actuellement définie puisque la Convention internationale pour le transport des marchandises (C.I.M.) a cessé provisoirement d'être applicable du fait des hostilités.

Or, les échanges commencent à s'effectuer et des questions importantes se posent, telles que la fixation des responsabilités, le partage des indemnités, la liquidation des souffrances et des frais irrécouvrables.

Ces questions, graves de conséquences pour nos recettes, ne pourront être mises au point que lorsque la situation de droit des transports sera fixée.

C'est pourquoi nous nous permettons, Monsieur le Ministre, d'appeler tout particulièrement votre haute attention sur ce problème dont l'urgence ne vous échappera pas. Nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir donner les instructions utiles, afin de déclencher dans le plus bref délai la procédure nécessaire pour la remise en vigueur du régime C.I.M. et des conventions annexes conclues par les Administrations.

En attendant et pendant la période qui comportera l'échange des instruments diplomatiques nécessaires à l'établissement d'un régime régulier, nous nous proposons de prendre la position suivante, en dehors du cas où les transports feraient l'objet de contrats successifs sur les parcours des Administrations ferroviaires en présence:

- si l'expéditeur fait usage d'une lettre de voiture internationale, nous considérerons qu'il s'est volontairement, et d'accord avec le Chemin de fer, placé sous le régime défini par la C.I.M. En conséquence, les indemnités éventuelles seront réglées et réparties suivant les principes posés par cette Convention;

- si, au contraire, les transports parviennent sans aucun contrat, c'est-à-dire sans aucune lettre de voiture, la S.N.C.F. déclinera toute responsabilité, à moins que l'ayant-droit ne prouve la faute du Chemin de fer sur le parcours français.

Sauf objection de votre part, nous réglerons dans le sens indiqué ci-dessus les litiges qui se présenteraient.

J'ajoute que les problèmes qui se posent au point de vue trafic marchandises vont se poser également pour le trafic voyageurs et bagages. La Convention internationale pour le transport des voyageurs et bagages (C.I.V.) devrait donc également être remise en vigueur.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.